

Israël a entrepris de changer radicalement l'équation régionale avec l'objectif d'éliminer l'axe du mal – Hamas-Hezbollah-Iran –, sans pour autant d'obtenir de gains stratégiques décisifs.

Alain Dieckhoff, directeur de recherche au CNRS, Sciences Po Paris, a publié *Israël-Palestine : une guerre sans fin ?* (Dunod, 2024).

ISRAËL DANS LA GUERRE ET DANS L'ATTENTE DES ÉLECTIONS

L'attaque terroriste du 7 octobre 2023, d'une ampleur inédite, a marqué un tournant majeur pour la région. Qu'une telle violence ait pu se déployer sur le territoire israélien, aux alentours de Gaza, a révélé une vulnérabilité inédite d'Israël. Malgré son arsenal militaire considérable, malgré le haut niveau de préparation de ses forces armées, environ 2 000 membres du Hamas ont été en mesure de prendre d'assaut des bases militaires et de pénétrer dans une quinzaine de localités pour s'y livrer à des tueries systématiques (plus de 1 200 personnes assassinées). En outre, 240 personnes ont été emmenées comme otages à Gaza. Face à une violence aussi massive qu'Israël n'avait jamais connue depuis sa création, il était évident que la réponse de l'État sortirait de l'ordinaire, mais jusqu'où ? Près de trois ans après le 7 octobre, il apparaît clairement qu'Israël a entrepris de changer radicalement l'équation régionale avec l'objectif d'affaiblir durablement, voire d'éliminer, ce que Benjamin Netanyahu a désigné à plusieurs reprises comme l'axe du mal, à savoir l'alliance Hamas-Hezbollah-Iran. Il ne s'agissait plus pour Israël de seulement affaiblir temporairement ce trio, mais de leur porter un coup, sinon fatal, du moins très sérieux. En ce début juin 2026, on peut dire qu'Israël a obtenu de très nombreux succès tactiques, mais que les objectifs stratégiques n'ont pas été pour l'heure atteints, même s'il faut distinguer les trois théâtres d'opération.

SUCCÈS TACTIQUES, IMPASSES STRATÉGIQUES

Le 10 octobre 2025, Donald Trump parvenait à imposer un cessez-le-feu à Gaza qui a mis officiellement un

terme à la guerre à Gaza. Pour être plus précis, le cessez-le-feu a clos la phase directe et violente de la guerre, il n'a pas empêché la poursuite d'un « conflit de basse intensité » qui a surtout pris la forme d'attaques ciblées régulières de l'armée contre des militants du Hamas. Le cessez-le-feu s'inscrit dans un plan américain plus large, mais ce dernier est resté largement lettre morte. La force de stabilisation internationale censée prendre en charge la sécurité intérieure n'a jamais vu le jour ; le comité national pour l'administration de Gaza, supposé gérer le territoire, est coincé au Caire, tenu à l'écart à la fois par Israël et l'Autorité palestinienne ; le Conseil pour la paix, présidé par Trump, qui devrait donner l'impulsion d'ensemble, vivote. Cette situation n'est pas pour déplaire à Israël, qui n'ayant de compte à rendre à personne, consolide méthodiquement sa zone tampon à l'intérieur de la bande de Gaza. Au départ, cette zone délimitée en jaune consistait en 54 % du territoire gazaoui ; elle a depuis été élargie à plus de 60 %. Les Palestiniens qui résidaient dans cette zone ont presque tous dû l'abandonner. Le chef d'État major Eyal Zamir a déclaré que la « ligne jaune » était la « nouvelle frontière » pour l'État d'Israël. Israël a choisi de contrôler autant de terrain que possible tout en restreignant la surface de la zone habitée par les Palestiniens et toujours contrôlée par le Hamas en attendant son hypothétique désarmement. Par les armes, Israël a décimé l'état-major du Hamas tuant tout à tour Mohammed Deïf, responsable des Brigades Al Qassam, Ismaïl Haniyeh, le chef du bureau politique, Yahya Sinwar, le chef du Hamas à Gaza et une quantité importante de commandants des

échelons intermédiaires. Ces éliminations, et toute la campagne militaire qui les a accompagnées, ont, dans un environnement urbain très dense, occasionné beaucoup de victimes civiles : d'après les données de l'armée elle-même, 83 % des victimes étaient des civils (soit 43 900 sur un total de 53 000 tués en mai 2025, selon *The Guardian*, 21 août 2025). Pour autant, cette guerre, si elle a considérablement diminué le Hamas, n'a pas conduit à son élimination. La disparition politique du Hamas, but stratégique majeur, n'a pas été atteinte.

L'impasse est un peu du même ordre sur le front libanais. Une guerre d'usure a été lancée par le Hezbollah dès le 8 octobre 2023 pour soutenir le Hamas à Gaza. Elle a fini par déboucher en septembre 2024 sur des bombardements et des incursions terrestres au Sud-Liban, après une série d'explosions programmées de bipéurs et de talkies-walkies qui a atteint de plein fouet les cadres du Hezbollah. Finalement Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah depuis 1992, finit aussi par être éliminé fin septembre. Le Hezbollah a, indéniablement, encaissé des coups très sévères. Mais, là encore, il continue d'être un acteur qui compte. La preuve en est qu'après le déclenchement de la guerre israélo-américaine contre l'Iran, le 28 février 2026, le Hezbollah a recommencé à lancer des roquettes sur le nord d'Israël précipitant une intervention terrestre d'envergure d'Israël. Même si des trêves précaires ont été négociées par la suite, le problème majeur au Sud Liban tient au fait qu'un apaisement durable dépend aussi de l'Iran qui, davantage encore depuis le début des frappes sur son territoire, utilise ouvertement le Hezbollah comme un instrument pour maintenir une pression militaire au nord d'Israël. Dans l'attente d'une stabilisation de la situation, Israël a eu recours à des méthodes similaires à celles utilisées à Gaza : consolidation d'une zone tampon tout le long de la frontière internationale, évacuation forcée de la population de certains villages situés dans cette zone, dynamitage de maisons...

Le seul développement positif de ces derniers mois est le démarrage officiel de contacts entre l'État libanais et Israël à Wahington afin de parvenir à un accord politique plus large. Cette perspective est encore lointaine et dépend dans une large mesure du désarmement du Hezbollah tout à fait hostile à une normalisation même partielle entre le Liban et Israël.

Finalement, sur le front iranien, on relève une contradiction de même nature entre succès tactiques et impasse stratégique. Au nombre des succès, il faut évidemment compter, après l'élimination en nombre de hauts responsables militaires iraniens lors de la Guerre des Douze jours (13-24 juin 2025), l'assassinat ciblé du guide suprême, Ali Khameneï, le 28 février. Par la suite, les forces combinées d'Israël et des États-Unis ont surtout pilonné des zones de lancement de missiles, de drones et des postes de commandement, réduisant fortement les capacités militaires offensives de la république islamique. Mais le régime ne s'est pas écroulé contrairement aux espérances initiales d'Israël et des États-Unis. Le changement de régime, qui aurait pu être un objectif stratégique, a été abandonné et, depuis le cessez-le-feu du 8 avril, on se trouve dans une étrange situation de « ni paix, ni guerre », avec un double blocus



Benjamin Nétanyahou, premier ministre d'Israël./ALEXI HOSENFELD/GETTY IMAGES

du détroit d'Ormuz qui pénalise toute l'économie mondiale. Cette impasse stratégique a finalement conduit les États-Unis à signé, le 17 juin, un protocole d'accord avec l'Iran mettant fin à la guerre et envisageant un règlement global (y compris sur le nucléaire. Ce développement surprise représente un revers évident pour Israël.

Au total, les presque trois années de guerre dans lesquelles Israël s'est engagé ont démontré que le pays est indéniablement une puissance régionale majeure qui peut infliger des coups redoutables à ses ennemis. Pour autant cette puissance ne suffit pas à elle seule pour remporter des victoires stratégiques décisives car la force seule ne suffit pas : il faut aussi susciter une adhésion à un modèle, des valeurs, comme les États-Unis ont su le faire longtemps pour bien des pays. Israël n'est pas du tout dans cette position, au contraire. Son activisme militaire, comme le déni du droit à l'autodétermination des Palestiniens, nourrissent des perceptions négatives dans de larges pans de l'opinion publique internationale.

CISJORDANIE : L'ANNEXION EN MARCHÉ

Alors qu'Israël était engagé dans trois guerres (Gaza, Liban, Iran), il en menait une autre, plus discrètement, en Cisjordanie, mais avec des conséquences importantes. Cette politique agressive est passée par deux dispositifs complémentaires. D'un côté, les opérations militaires de



Des enfants palestiniens se rassemblent parmi les décombres d'une maison après sa démolition par l'armée israélienne. Qalqas, au sud d'Hebron, le 8 juin 2026. /WISAM HASHLAMOUN/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

l'armée se sont intensifiées, en particulier dans le nord de la Cisjordanie. Prétextant l'existence de groupes d'activistes palestiniens, l'armée est intervenue massivement dans trois camps palestiniens (Jénine, Tulkarem, Nour Shams) et les a vidés de 90 % de sa population, à savoir 32 000 personnes qui sont désormais dispersées ailleurs en Cisjordanie. Le ministre de la Défense israélien, Israël Katz, a déclaré que l'armée n'autoriserait pas les habitants à revenir dans les lieux. Ce déplacement forcé, accompagné par la destruction des infrastructures civiles des camps ne peut être justifié pour des raisons de sécurité : il apparaît plutôt comme une mesure politique, destinée à modifier durablement la « géographie humaine » de la Cisjordanie. Il faut la comprendre en lien avec une seconde dynamique majeure : l'accélération prodigieuse de la colonisation. En 2025, l'État a approuvé la construction de près de 28 000 logements et lancé des appels d'offres pour 9 600 logements. Il a par ailleurs décidé de créer 54 nouvelles colonies (Peace Now, 2025). Il s'agit de records historiques qui témoignent d'un engagement sans faille du gouvernement pour consolider l'annexion *de facto* de la Cisjordanie. Cette politique est conduite dans un climat d'extrême violence. L'armée a mené plus de 7 500 raids dans des villes, villages et camps palestiniens en 2025. Les colons, eux, ont perpétré plus de 1 800 attaques contre des Palestiniens, souvent avec la complicité passive de l'armée, en particulier durant la saison de récolte des olives (Répertoire Palestine, chiffres clés 2025). Cette violence tous azimuts est pleinement encouragée par les ministres d'extrême-droite, Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir. Ceux-ci utilisent

leurs prérogatives ministérielles, le premier comme ministre des Finances avec une compétence particulière pour l'administration des colonies, le second comme ministre de la Sécurité intérieure, pour soutenir avec force les colons les plus radicaux. Toutefois, au-delà de ces extrémistes, c'est une majorité indiscutable des forces politiques qui sont favorables à l'extension de la souveraineté israélienne sur la Cisjordanie. Deux votes de la Knesset le démontrent de façon flagrante. En juillet 2024, le parlement israélien adoptait une déclaration d'opposition à l'établissement d'un État palestinien par 68 voix pour, neuf contre, les autres s'abstenant ou ne prenant pas part au vote (la Knesset compte 120 députés). Un an plus tard, en juillet 2025, il adoptait avec une majorité de 71 voix (contre 13) une motion non contraignante stipulant que la Cisjordanie fait partie intégrante de la terre d'Israël sur laquelle seul l'État d'Israël possède un droit « naturel, historique et légal » et réclamant l'application rapide de la souveraineté israélienne. Dans les deux votes, il est significatif que le soutien à ces motions allait au-delà de la majorité gouvernementale (le parti russophone Israel Beitenou a ainsi voté en leur faveur). De la même façon, il est notable que les partis centristes d'opposition, comme Yesh Atid (dirigé par Yaïr Lapid), n'aient pas pris part au vote. Seule une poignée de députés arabes et juifs se sont prononcés contre. L'annexion de la Cisjordanie, si elle n'a pas été formalisée juridiquement, est déjà une réalité sur le terrain, mais aussi dans les têtes.

L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT

On sait que les guerres favorisent souvent l'expression du patriotisme. C'est encore plus vrai en Israël, pays dans lequel la sécurité nationale a été une question centrale depuis l'origine. Les guerres actuelles n'échappent pas à cette logique et l'opinion publique juive les a très majoritairement soutenues. Dans ce climat de rassemblement

national, il est plus aisé pour le gouvernement d'adopter des mesures qui affaiblissent l'État de droit. Cette dérive n'est pas neuve, une série de lois ayant été adoptées ou discutées, depuis une dizaine d'années, pour restreindre la liberté d'expression, l'égalité des droits entre juifs et Arabes et l'indépendance de la Cour suprême. Mais les guerres actuelles ont favorisé une nouvelle offensive anti-libérale. Des rassemblements publics contre la guerre ou en faveur des Palestiniens ont ainsi été interdits ou dispersés par la police alors même qu'ils réunissaient peu de personnes. La surveillance sur les réseaux sociaux a été intensifiée afin de traquer les opinions qui pourraient être assimilées à une « apologie du terrorisme ».

Mais le tournant le plus important a sans nul doute été l'adoption fin mars par la Knesset, par 62 voix contre 48, de la loi instaurant la peine de mort pour les terroristes. Cette loi qui a été saluée de façon indécente par les députés d'extrême-droite dans l'enceinte même de la Knesset est hautement problématique. Elle l'est parce qu'elle constitue une régression dans la politique pénale de l'État. La peine de mort existait dans l'arsenal juridique en Israël, mais elle avait été abolie en 1954 pour les « crimes ordinaires » et réservée aux crimes contre l'humanité et crime de génocide. C'est sur cette base que le criminel de guerre Adolf Eichmann fut condamné et exécuté en 1962. En instaurant la peine capitale pour des actes de terrorisme, les députés sont allés à rebours du mouvement qui a conduit les démocraties à abolir le châtiment suprême. Certes, des démocraties, comme les États-Unis et le Japon, l'ont conservé dans leur arsenal légal, mais ce sont des exceptions dans le monde. Mais au-delà de cet aspect de « retour en arrière », la nouvelle loi est choquante car elle est profondément discriminatoire. Elle prévoit deux cas de figure. Sur le territoire souverain de l'État, « quiconque cause intentionnellement la mort d'autrui ... avec l'intention de nier l'existence de l'État d'Israël » est passible de la peine de mort ou de la réclusion à perpétuité. Dans les territoires sous contrôle d'Israël (comme la Cisjordanie), « tout résident qui cause intentionnellement la mort d'une personne dans le cadre d'un acte terroriste est passible de la peine de mort ». Ces deux dispositions ne visent que les Arabes palestiniens : en Israël on imagine mal un juif commettre un attentat en niant l'existence de l'État (une incrimination d'ailleurs très imprécise) ; en Cisjordanie, la loi évoque les tribunaux militaires auxquels seuls les Palestiniens sont soumis. Comme tout État confronté au terrorisme, Israël a le droit de se défendre, mais il est de son devoir de le faire dans un cadre juridique équitable. Or, avec cette loi qui est en rupture avec le principe fondamental d'égalité, Israël renforce son caractère ethnocratique ce qui n'est, hélas, pas une surprise au regard de l'évolution politique interne.

QUELLES PERSPECTIVES ÉLECTORALES ?

Benjamin Nétanyahou aura réussi l'exploit de se maintenir au pouvoir quasiment jusqu'au terme de la législature. Les prochaines élections législatives seront peut être légèrement anticipées, mais de peu par rapport au terme initial du 27 octobre 2026. Le leader du Likoud sera parvenu à préserver sa majorité parlementaire et

L'instauration de la peine capitale pour des actes de terrorisme constitue un recul pour l'État de droit et renforce le caractère ethnocratique de l'État

à se présenter comme un chef de guerre responsable, malgré un niveau de confiance général assez limité.

Comment s'annoncent les futures élections ? D'une part, l'opposition a pour le moment le vent en poupe. Cela tient en particulier à l'union entre Yaïr Lapid du parti Yesh Atid et les soutiens de Naftali Bennett qui se sont unis au sein de la liste Be Yahad (Ensemble). Par ailleurs, l'ancien chef d'État-major, Gadi Eisenkot, a fondé le parti de centre droit Yashar. Les sondages donnent au duo Bennett-Lapid 21 sièges, à Eisenkot 19 sièges (sur un total de 120) ce qui serait suffisant pour, avec d'autres formations d'opposition, obtenir une courte majorité de 62 députés. D'autre part, le Likoud paraît en perte de vitesse avec 23 sièges (contre 32 actuellement). Même si les partis religieux qui sont ses partenaires maintiennent globalement leur score, il serait difficile à Nétanyahou et à ses alliés d'aller au-delà de 50 sièges (données chiffrées tirées de « Opinions & Rating », 2026).

Pour autant la prudence est de mise. D'abord, parce qu'il ne faut jamais sous-estimer Nétanyahou, homme d'expérience, qui est plus d'une fois parvenu à se sortir de situations compliquées. Ensuite, parce que même si le tandem Bennett-Lapid remportait les prochaines élections, cela n'annoncerait pas nécessairement une alternance en profondeur. Bennett vient en effet du sionisme religieux et s'est déclaré en faveur de l'annexion par Israël de 60 % de la Cisjordanie (où se trouvent les colonies juives). Certes, il représente une version plus pragmatique du sionisme, opposée au messianisme suprémaciste de Ben Gvir et consorts, mais il n'est guère ouvert au compromis territorial avec les Palestiniens. C'est d'ailleurs aussi le cas d'Avigdor Lieberman et de son parti russophone Israël Beitenou qui pourrait faire partie de la nouvelle coalition gouvernementale post-élections. La difficulté majeure qu'aura toute alliance anti-Nétanyahou sera celle de la cohésion. À long terme. À long terme, il faudra beaucoup de diplomatie pour faire cohabiter des nationalistes, des progressistes (« Les démocrates » de Yaïr Golan) et des islamistes (ceux rassemblés autour de Mansour Abbas). Une coalition de cette nature avait d'ailleurs vu le jour en juin 2021, déjà autour de Bennett et Lapid, mais minée par les tensions internes, elle devait éclater, permettant le retour de Nétanyahou au pouvoir en novembre 2022.

Le premier ministre s'est engagé depuis octobre 2023 dans une véritable fuite en avant en élargissant toujours plus le champ de la guerre, sans pour autant obtenir de gains stratégiques décisifs. En revanche, avec cette guerre permanente, l'image d'Israël est profondément détériorée dans l'opinion publique internationale. De cette dégradation, il sera très difficile à Israël de se relever./